Le maître de demain, c'est dès aujourd'hui qu'il commande — Jacques Lacan

Lacan Quotidien

N° 808 – Lundi 17 décembre **2018** – 07 h 43 **[GMT + 1]** – **lacanquotidien.fr**

Démocratiques questions

NOUVEAU SOUFFLE SUR LE CHAMP FREUDIEN

Echos du Forum européen de Bruxelles

De la possibilité d'une symptomatisation par Gil Caroz

Un environnement hostile par Roger Litten

Les gros mensonges ne peuvent être tout à fait faux par Michael Dougan

Migrants et démocratie, une même crainte du vide ? par Martin Deleixhe

De la peur Un témoignage d'Adriana Costa Santos

Vers le Forum européen de Milan

Marco Focchi

De la possibilité d'une symptomatisation

par Gil Caroz

Le symptôme déporte la satisfaction de la jouissance. Au lieu de se satisfaire de son objet premier, la pulsion se déplace pour se satisfaire d'un autre. Jacques-Alain Miller souligne l'efficacité de cette déportation dans le maintien du lien social, arguant qu'une certaine forme de violence est une manifestation directe de la pulsion de mort quand celle-ci ne passe pas par la moulinette du symptôme (1). Les réseaux sociaux n'ont pas su faire symptôme en déplaçant une jouissance laissée en plan par la disparition des forces de refoulement. Ce nouveau mode de lien social a brisé toutes les frontières, transformant le monde en une masse de moins en moins différenciée.

Très vite nous avons vu apparaître le contrecoup d'une escalade de violence discursive visant à produire des séparations identitaires. Aujourd'hui, cette violence est passée à l'acte en montant sur la scène du monde pour assurer que les jouissances demeurent séparées. Les écarts entre les actes et ces « discours qui tuent » ont été réduits à zéro.

Toutefois, il nous faudra affiner nos constats concernant ces manifestations. Le phénomène des « gilets jaunes », que nous avons vu survenir en France et en Belgique ces dernières semaines, a frappé par sa dimension violente. Nous avons pu lire et entendre néanmoins d'autres témoignages du tissage de nouveaux modes de lien social dans les rassemblements organisés aux ronds-points, réinstaurant la rencontre des corps, là où les réseaux sociaux l'ont fortement réduite.

Les ennemis du genre humain de 1940-1945 avaient l'idée qu'ils pouvaient camoufler dans les discours leurs actes, dont le mot « crime » ne décrit pas assez leur inhumanité. Ils ont été suivis par un négationnisme qui a été lui aussi une tentative de renvoyer cette manifestation de la pulsion de mort sous la barre. Par ailleurs, comme le souligne Éric Laurent, ces agents précurseurs des discours assassins opéraient au nom d'une idéologie raciale et construite (2). Ceux d'aujourd'hui ne semblent plus penser devoir camoufler leurs actes. La violence à laquelle nous sommes confrontés, qu'elle soit de rue ou d'État, est un tsunami qui ne se borde pas. Aucune idéologie ne permet de la localiser et aucune honte ne lui fait barrage.

Ici aussi, il y aurait des distinctions à faire entre l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi et d'autres journalistes russes, l'arrestation du patron de l'Interpol en Chine, la répression à la Erdogan et le discours populiste anti-migrants tenu par des chefs d'État en Hongrie, Autriche, Italie, et ailleurs. Mais à suivre ces événements, qualifier l'ambiance dans laquelle nous sommes plongés de « discours de haine » est un euphémisme. La haine n'est que l'envers de l'amour, elle véhicule volontiers des symptômes qui peuvent se manifester par une agressivité discursive (3). En revanche, les discours qui tuent que nous avons essayé de cerner lors du Forum européen du 1er décembre à Bruxelles véhiculent une violence dont nous n'avons pas encore idée de comment elle pourra être symptomatisée.

Dans son allocation à la fin du Forum, É. Laurent a démontré le problème esquivé par la pluralité des tentatives de réponses humanistes qui visent à affronter ces discours qui tuent. Pour aborder des questions de jouissance, il faut commencer par reconnaître que celle-ci n'est pas à l'extérieur, qu'elle n'est pas dans l'Autre. Les instances européennes qui ne jurent que par un discours de paix, renvoyant les passions meurtrières aux seuls nationalismes des États, rendent l'Europe inapte à traiter des situations de guerre (4). Par ailleurs, les solutions technocrates, prétendant résoudre toutes les questions de distribution de jouissance par de simples calculs ne prennent pas en considération un reste de jouissance qui fait toujours retour dans le réel.

Ainsi, la question « Comment faire avec les discours qui tuent ? » résonne avec le « Pourquoi la guerre ? » que Einstein adresse à Freud (5). Ces questions nous rendent impuissants à traiter ces troubles. La guerre est une réalité aussi irréductible que la pulsion et, à le nier, on ne fait qu'ajouter de l'huile sur le feu.

Si la psychanalyse a un rôle à jouer dans ce monde aujourd'hui, c'est justement celui de la symptomatisation du tsunami violent lié à la méconnaissance de la jouissance. C'est ce que nous tentons de faire dans nos Forums, et les échos que nous en recevons de la presse (6), de quelques parlementaires européens et dans les milieux universitaires nous encouragent à continuer dans cette voie.

1 : Miller J.-A., « Enfants violents », intervention de clôture à la 4e Journée de l'Institut de l'enfant, in *Après l'enfance*, Paris, Navarin, 2017.
2 : Cf. Laurent É., « Discours et jouissances mauvaises », allocution conclusives du Forum européen « Les discours qui tuent », 1er décembre 2018, Bruxelles, *Hebdo Blog*, 17 décembre 2018, à retrouver ici.
3 : Miller J.-A., « Enfants violents », *op. cit.*
4 : Laurent É. « Discours et jouissances mauvaises », *op. cit.*
5 : Einstein A. & Freud S., *Pourquoi la guerre ?*, Paris, Rivages, 2005.
6 : Cf. entre autres : article de Nicolas de Pape, *La Libre Belgique*, 4 décembre 2018 ;

- http://www.revuepolitique.be/quand-les-psychanalystes-se-politisent/
- https://www.vrt.be/vrtnws/fr/2018/11/30/les-discours-qui-tuent-un-forum-europeen-organises-par-des-ps/
- https://www.alterechos.be/ces-discours-qui-tuent/
- https://pro.guidesocial.be/articles/echos-du-terrain/la-banalisation-des-discours-qui-tuent.html?utm_source=rss_GS&utm_medium=RSS&utm_campaign=actus_rss

Un environnement hostile

par Roger Litten

J'entends ici attirer votre attention sur un aspect particulier du discours politique autour de l'immigration tenu par le gouvernement conservateur du Royaume-Uni et expressément désigné sous le nom de politique de l'Environnement Hostile.

Nous pouvons retracer cette politique – élaborée au cours de la période entre la crise financière de 2008 et le referendum du Brexit – à travers une série de dates, s'étendant depuis l'objectif de diminution de l'immigration de David Cameron en 2010 à l'annonce en 2012 de la politique d'Environnement Hostile par la Ministre de l'Intérieur de l'époque, une certaine Theresa May. Cette politique est ensuite instituée dans la Loi sur l'immigration (*Immigration Act*) de 2014 et dans celle qui a suivi en 2016, année au cours de laquelle se tint le referendum sur le Brexit.

Plus fondamentalement, cette nouvelle législation implique un remodelage de la relation entre les approches politique, judiciaire et bureaucratique de la question de l'immigration, provoquant efficacement l'effondrement du « légal » dans le domaine administratif. Par exemple, nous pourrions mentionner la suppression du droit d'appel du demandeur devant un tribunal et de son remplacement par un droit de révision administrative par le bureau même qui a rendu sa décision en première instance.

La Loi sur l'immigration de 2014 a également introduit de nouvelles obligations légales pour toute une série d'acteurs sociaux tels que les hôpitaux, universités, employeurs et propriétaires – qui doivent contrôler le statut de résident de ceux avec qui ils entrent en contact –, avec pour effet de sous-traiter la fonction de contrôle migratoire auprès de divers organes sociaux.

En même temps, ce transfert de responsabilités implique un effacement de la nette distinction sur laquelle se fonde le contrôle des frontières, la distinction entre l'intérieur et l'extérieur. Une politique axée sur le principe de frontières fortes, conçue pour garder les personnes en dehors, au point d'entrée, s'oriente en conséquence vers un processus continu de surveillance et de maintien de l'ordre à l'intérieur du corps social.

Étant donné que le Ministère de l'Intérieur a clairement manqué de ressources légales et économiques pour localiser et renvoyer ceux qui ne disposaient pas d'un titre valide de séjour dans le pays, la politique d'Environnement Hostile a mis en place un principe d'intimidation constante visant à produire un effet de « libre-choix » parmi les communautés migrantes en faveur du retour dans leur pays. Par le truchement d'une combinaison d'avantages économiques et de mesures pratiques de dissuasion, l'espoir était d'encourager les migrants irréguliers à se présenter pour un « retour volontaire ». Ainsi, on a pu voir ces innovations retentissantes, telles les camionnettes marquées « Go Home » arpentant les communautés à forte population immigrée.

Il s'avère que cette politique a également eu pour effet d'encourager des citoyens particuliers à faire justice eux-mêmes. Étant donné que les migrants irréguliers ne portent pas de signe apparent qui puisse les distinguer des migrants réguliers ou des citoyens, cette politique a ouvert la porte aux pires expressions de comportement xénophobe sur base de n'importe quel signe apparent de discrimination, comme en témoigne la hausse spectaculaire des crimes de haine depuis le referendum sur le Brexit (1).

Si le fantasme du Brexit était de parvenir à la déconnexion avec l'Union européenne et au scellement des frontières extérieures contre les étrangers indésirables, nous pouvons observer que les conditions sont déjà en place pour libérer un processus encore plus menaçant et sans limite, celui de la chasse aux impuretés au sein-même du corps social. Nous nous retrouvons donc à glisser d'une politique de « les maintenir à l'extérieur » vers une politique de « les expulser », au point d'en arriver à un processus consistant à « les chasser », où qu'ils puissent ou non se trouver.

1 : « Hate crimes rise by up to 100 per cent across England and Wales », *UK Independent Newspaper,* 15th February 2017, https://www.independent.co.uk

Les gros mensonges ne peuvent être tout à fait faux

par Michael Dougan

La campagne pour le *Brexit* a su réunir en une « alliance contre-nature » des personnes qui n'ont, d'habitude, que peu de choses en commun. Principalement l'aile droite de racistes déclarés et de néofascistes, ainsi que quelques insulaires purs et durs, dits *Little Englanders* (expression appliquée à une branche du parti libéral opposée à l'expansion de l'empire britannique au XIXe siècle, qui souhaitait que l'Angleterre ne s'étende pas plus loin que les frontières du Royaume-Uni). Ces derniers souhaitent revenir à l'époque victorienne ; néolibéraux, ils considèrent l'Europe comme une conspiration socialiste cherchant à torpiller la globalisation capitaliste. Il y a aussi un contingent de gauche, significatif même s'ils sont en plus petit nombre. Ceux-ci voient l'Europe comme une conspiration capitaliste cherchant à torpiller l'internationale socialiste (ignorant le fait contradictoire que le mouvement plus large du *Brexit,* auquel ils appartiennent, dit exactement l'inverse).

Indépendamment de leur orientation politique de base, ces tribus disparates se sont ralliées autour de la cause commune du *Brexit.* Mais pas seulement : ils ont également utilisé des stratégies de campagne très semblables qui peuvent être classées en quatre grandes catégories.

- Raconter des mensonges. Et pas des petits mensonges.

Les gens comprennent les petits mensonges. Les partisans du *Brexit* ont raconté de *gros* mensonges et certains font mouche car on pense que « ça ne peut sûrement pas être tout à fait faux ».

Florilège des principaux mensonges qui ont dominé la campagne publique pour le *Brexit* : *Le Royaume-Uni a vendu sa souveraineté au super-État fédéral de l'Union Européenne* (souvent exprimé par un pourcentage de lois anglaises imposées par les eurocrates non élus de Bruxelles) ; *La libre circulation des populations fait du tort à l'économie du Royaume-Uni et aux services publics* ; *L'entrée imminente de la Turquie dans l'UE signifie que des millions de migrants turcs vont déferler sur le Royaume-Uni* ; *L'UE veut former une armée unique pour contrôler directement l'armée anglaise*. Sous la table, spécialement dans les réseaux sociaux, d'autres mensonges, bien plus incroyables, furent disséminés systématiquement (par exemple : *l'UE cause délibérément les famines en Afrique*).

- Vendre des mythes.

Par exemple : *Tout le monde sait que les 350 millions de £ envoyées chaque semaine à Bruxelles* [en soi un mensonge] *pourraient, à la place, financer le service de soins britannique* ; *Le Royaume-Uni a toutes les cartes en mains dans la négociation du retrait et l'UE est tellement faible et désespérée qu'elle va capituler face à toute demande de l'Angleterre* ; *ce seront les négociations les plus faciles de toute l'histoire*. Nous savons ce qu'est devenu ce mythe.

- À toute opposition, une réponse… délictuelle.

Toute opposition au *Brexit*, à sa victoire ou à son calendrier doit, selon ses partisans, être attaquée sauvagement. Telles sont les stratégies qui se répètent inlassablement :

- Intimidations, qui vont de grossièretés aux menaces de mort, invariablement aggravées par des critiques de genre, de race et d'orientation sexuelle ;
- Dénonciation d'« anti-démocratie » : toute contestation sur la façon dont les militants du *Brexit* interprètent les résultats du referendum de 2016 fait de vous un individu subversif dangereux qui cherche à détruire « la volonté du peuple » ;
- Allégation de corruption : toute personne critiquant le *Brexit* est dite motivée par la recherche de droits et de gains financiers personnels ;
- Allégation d'incompétence : les militants du *Brexit* peuvent se prononcer sur n'importe quel thème, avec une totale infaillibilité, contestant les points de vue des « soi-disant » experts (même si eux-mêmes manquent de la moindre compétence, qualification ou expérience pertinente).

- Rejeter la responsabilité sur des boucs émissaires.

Bien sûr, dès que leurs mensonges et mythes ont commencé à rencontrer la froide réalité du monde, les militants du *Brexit* n'ont pas facilement admis qu'ils s'étaient trompés et qu'ils devaient des excuses. Ils ont plutôt remplacé les anciens mensonges et mythes par de nouveaux, reprochant aux autres la situation qu'ils avaient créée.

Vers l'extérieur : *Tout est de la faute de ces voyous de Bruxelles dont l'intention était de punir les pauvres petits britanniques qui ont osé déclarer leur indépendance face à la machine tyrannique européenne*.

Vers l'intérieur : *Les traitres et les saboteurs de l'élite de l'*establishement *travaillent à torpiller ce qui aurait pu être, sans eux, une sortie glorieuse*. En effet, aucune institution du Royaume-Uni, publique ou privée, n'est indemne des attaques des militants du *Brexit,* à la recherche de boucs émissaires pour justifier l'échec de la réalisation concrète de leurs propres mythes : le Parlement, le service civil national, la Cour suprême, la Banque d'Angleterre, les gouvernements délégués d'Ecosse, de Galles et d'Irlande du Nord, la BBC, les fédérations de l'industries, du commerce, les universités...

Tant d'effort de stratégie, des mensonges, des mythes, des délits, des boucs émissaires ! La question clé est la suivante : à quel point la somme de ces stratégies est-elle bien supérieure à l'addition de chacune prise en particulier ? Sont-elles simplement une façon de réaliser le *Brexit* à tout prix, au nom d'une vaste alliance de militants anti-UE, qui autrement auraient eu très peu de chose en commun ? Ou est-ce quelque chose de plus systématique, quelque chose de plus profond, qui serait à l'œuvre ici ?

Je propose quatre points de réflexion à la discussion.

Indépendamment de la motivation ou de l'issue, il n'y a aucun doute sur l'impact préjudiciable des stratégies des militants du retrait. Elles ont créé un état de méfiance et de cynisme envers la plupart des institutions de la démocratie libérale. Elles minent l'idée des faits objectivement vérifiables et encouragent les gens à substituer un système de croyances subjectives à la recherche scientifique, l'objectivité et l'analyse.

À ce sujet, il ne fait aucun doute que les nouvelles technologies digitales et les réseaux sociaux jouent un rôle important, mais cela ouvre sur un autre débat d'importance : les réseaux sociaux donnent-ils voix, relayent-ils, des tendances qui ont toujours existé ou bien la technologie crée-t-elle de façon proactive, façonne-t-elle, ces sentiments de cynisme et ces croyances subjectives ? Quelle serait alors la meilleure façon d'utiliser le pouvoir positif de la technologie pour juguler l'augmentation et l'influence des *fake news* ?

Même si ses défenseurs soutiennent des points de vue différents, pas de doute qu'une partie significative et bruyante des militants a toujours considéré le *Brexit* non comme une fin en soi, mais surtout comme un moyen de promouvoir leurs propres objectifs politiques ultérieurs (même mal définis et confus), en somme, une espèce de révolution politique, économique, sociale et culturelle au Royaume-Uni.

Il existe une corrélation déprimante entre bon nombre des principes des militants du *Brexit* et d'autres idéologies politiquement et socialement régressives : le déni des changements climatiques, la promotion de la peine capitale, l'opposition à l'État social, des politiques économiques néolibérales. Elles renvoient toutes à une affinité naturelle avec le droit américain le plus dur.

Le vote du *Brexit* n'a pas conforté les mouvements antirationnels, non égalitaires et politiquement agressifs seulement au Royaume-Uni. Il les a ancrés tout autant ailleurs. Ainsi, aux Amériques, partout hors d'Europe, le *Brexit* a inspiré nationalistes et populistes, charlatans et démagogues. C'est ce qui peut arriver lorsqu'on ment très fort, lorsqu'on joue avec la peur des gens, lorsqu'on offre des ennemis plutôt que des solutions. Vous aussi, vous y arriveriez !

Bien sûr les Anglais sont trop particuliers pour avoir succombé aux forces du populisme lui-même – cela n'arrive qu'aux étrangers ! Mais le fait est là : le *Brexit* est une des plus grandes victoires jamais égalées de l'autoritarisme néolibéral actuellement en marche à travers le monde développé et constituant la plus grave menace pour les institutions et les valeurs de la démocratie socio-libérale de marché depuis 1945.

Traduction : Colette Richard

Extraits de l'intervention prononcée lors du Forum européen Zadig en Belgique « Les discours qui tuent », Bruxelles, 1er décembre 2018. Consulter le blog Zadig en Belgique ici. Version complète à paraitre dans Hebdo Blog.

Michael Dougan est professeur à l'University of Liverpool.

Migrants et démocratie, une même crainte du vide ?

par Martin Deleixhe

J'aimerais essayer de comprendre avec vous ce qui se joue dans le succès fulgurant des formations dites « populistes » (mais que, en toute rigueur, il serait plus exact de qualifier de « nationalistes »). Ce succès s'est bâti au moyen d'un recours massif à des « discours qui tuent », pour reprendre l'expression qui donne son titre à ce colloque. Le politologue Jan-Werner Müller fait même de l'emploi d'un discours déshumanisant le trait distinctif du populisme. Selon ce dernier, ce qui caractérise le dirigeant populiste, c'est sa prétention à *incarner* la volonté unique d'un peuple homogène.

Ce qui rend possible cette vision simpliste du débat politique, c'est une certaine moralisation de la vie politique. Le « vrai » peuple adhérerait à un ensemble de valeurs nobles, ancrées dans le bon sens. Et qui ne partagerait pas cette vision moralisée du monde n'appartiendrait plus au peuple, voire en deviendrait l'ennemi – le qualificatif est employé de façon récurrente à l'encontre des journalistes, coupables de vérifier dans leur travail au quotidien que la volonté du peuple et le programme populiste ne coïncident pas parfaitement. La revendication morale de se faire le porte-parole d'un peuple « authentique », doté rhétoriquement de toutes les vertus, autorise alors le populiste à ignorer, voire à bousculer, tous les contre-pouvoirs qui pourraient se dresser sur son chemin.

Ce qu'il me semble crucial de relever est que ces discours qui tuent, faits d'unanimisme moral et d'exclusion radicale, se sont construits selon une trajectoire historique singulière. Pour le dire schématiquement, depuis les années 1980, une rhétorique anti-migrants portée par les formations politiques d'extrême-droite monte dans le débat public. Elle fut dans un premier temps l'apanage des partis ethno-nationalistes. Elle a cependant été intégrée sans difficulté dans le logiciel idéologique des populistes, qui l'ont couplée à la dénonciation

générique d'une élite vaguement définie. Cette élite ne peut qu'être corrompue, puisqu'elle se caractérise d'abord et avant tout par l'écart qui la sépare de la vertu prêtée au peuple. Les populistes ont alors eu vite fait d'accuser les élites corrompues de faciliter l'arrivée de migrants, supposés favoriser leurs intérêts économiques.

Le fait inédit de ces toutes dernières années est que cette rhétorique se prolonge désormais dans une dénonciation beaucoup plus large et radicale. Plutôt que de dénoncer telle ou telle *décision démocratique* prise par des élites politico-économiques et jugée aller à l'encontre de ce qui est présenté comme la volonté populaire, le discours des populistes a glissé insensiblement vers une dénonciation de la *démocratie en tant que régime politique*. Ce n'est donc plus tant l'issue d'un débat public que l'on conteste, mais le principe même de la délibération démocratique.

Ma thèse, pour expliquer cette trajectoire inquiétante, tient en quelques mots. Je pense que, derrière cette mutation de la critique ciblée de la migration en une dénonciation sans réserve ni nuance de la démocratie, se cache une même logique : le *besoin de certitudes*. Ou, pour le dire par la négative, une crainte du vide, de l'indétermination qui se manifeste par le rejet de tout débat critique. […]

Entendue comme l'exercice du pouvoir qui se légitime par l'ouverture du débat public à tous, la démocratie est indissociable d'une *pluralité* de points de vue. Le principe même de l'alternance du pouvoir entérine ce lien entre démocratie et pluralisme. Le pouvoir n'est la propriété de personne. Il ne peut se détenir pour une durée indéfinie. Il n'est que confié temporairement aux représentants du point de vue actuellement majoritaire. La démocratie présuppose donc l'acceptation d'une diversité des visions du monde, ce qui va

nécessairement de pair avec une forme de relativisme. Les participants aux débats publics ne peuvent échanger de façon constructive qu'à la condition d'admettre qu'ils ne peuvent être les seuls à détenir une vérité absolue et infaillible. Chacun doit admettre le principe même de la critique de ses arguments et positions au sein d'un délibération continue (quoique rythmée par les échéances électorales). Par conséquent, la démocratie ne peut se revendiquer ni d'une idéologie d'État, ni d'une philosophie de l'Histoire, ni d'une autorité théologique pour établir sa légitimité. Elle est le régime politique qui est suspendu à la participation – pluraliste et conflictuelle – des citoyens.

Ce qui explique que les populistes, après avoir fait des étrangers des boucs émissaires commodes, s'en prennent aujourd'hui à la démocratie elle-même. Car les uns comme l'autre véhiculent un certain inconfort, une obligation de se soumettre à un examen critique qui est incompatible avec le postulat d'un peuple homogène et unanimement vertueux. Ils invitent à l'exercice du retour critique sur soi-même et exposent le fait que la communauté comme ensemble holistique n'existe pas. Seule la société, fragmentée et traversée par des courants diverses, peut faire état d'une existence concrète. Au risque d'apparaître pessimiste, il faut donc poser l'hypothèse que cette mutation d'une rhétorique anti-migrants en une rhétorique anti-démocratique ne soit que le reflet d'une intensification de son principe intrinsèque : *le rejet du pluralisme critique*.

Les « discours qui tuent », si on ne leur oppose aucun contre-discours, ne continueront pas uniquement à mettre en péril la vie des migrants. À terme, ils menaceront également la vitalité de la démocratie.

Extraits de l'intervention prononcée lors du Forum européen Zadig en Belgique « Les discours qui tuent », Bruxelles, 1er décembre 2018. Consulter le blog Zadig en Belgique, ici.

Martin Deleixhe est maître de conférences à titre temporaire et chercheur sur le thème « La pensée marxiste française et les théories radicales de la démocratie » à l'Université Saint-Louis de Bruxelles.

Intégral des interventions et des autres textes, à lire dans l'*Hebdo-Blog* de ce jour, ici.

De la peur

Un témoignage d'Adriana Costa Santos

La mobilisation citoyenne la Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, dont j'ai l'honneur de vous parler aujourd'hui, est probablement l'un des mouvements sociaux, démocratiques, politiques, humains, citoyens les plus sains de la société belge d'aujourd'hui.

L'histoire de l'humanité s'écrit chaque soir entre la sombre et cosmopolite Gare du Nord de Bruxelles et les bâtiments de l'Union européenne, qui, dans les jours de l'après-guerre, avait promis la paix et l'harmonie et qui, aujourd'hui, remet en cause ce qui nous semblait acquis.

Je viens de Lisbonne. J'ai appris le français à Bruxelles. Mon français est simple et ce sont des mots simples que je vous adresse aujourd'hui. La peur est un mot simple qui traduit une émotion de base et qui souvent nous empêche d'appréhender une réalité complexe.

Pendant l'été 2017, quelques centaines de réfugiés se sont installés dans le parc Maximilien à Bruxelles, en face de l'Office des étrangers. Dépourvus de voies sûres et légales pour vivre en paix, de jeunes hommes et de jeunes femmes ont survécu à la guerre et à la dictature dans leur pays, à la torture et à l'esclavage dans les prisons libyennes, traversé la Méditerranée au risque de naufrages, affronté les barbelés et les violences policières en Europe. Ils sont arrivés au parc Maximilien à Bruxelles.

Dans l'impossibilité de demander l'asile en Belgique en raison de son application stricte du Traité de Dublin, ces quelques centaines de jeunes gens sont en route vers l'Angleterre, pris dans les filets des réseaux de trafic d'êtres humains qui tirent profit du manque de voies sûres et légales. Ils transitent dans de dangereux parkings, transportés dans des camions de passage et abandonnés sur des aires d'autoroute belges, où l'on compte déjà plus de dix morts cette année. Le danger de ces endroits est manifeste, de même les risques pris par ces personnes dans leur seule alternative viable, celle des voies dangereuses et illégales (les passeurs, les protecteurs, les conducteurs, la police, les chiens de la police, les camions, les autoroutes, etc.), de même l'insouciance de certains face à un monde qui ne leur a réservé que de la violence : ils risquent quotidiennement leur vie… pour en avoir une.

À la détresse humaine, le gouvernement belge a répondu par l'organisation de rafles, par des opérations qui impliquent des centaines de policiers intervenant au petit matin pour surprendre et arrêter ces personnes au réveil, dans la boue du parc, à coups de botte et de colsons, avec l'objectif d'atteindre des *quotas* d'arrestations et de placements en centre fermé en vue d'organiser des expulsions forcées.

Pour s'opposer et proposer une alternative à cette violence et à cette répression, des citoyens belges ont répondu par l'accueil et la protection de ces jeunes hommes et jeunes femmes mis en danger par la violence d'État, en les recevant dans leur maison. Cette initiative s'organise sur Facebook et Twitter, là-même où nos dirigeants ont appris à pratiquer une politique de la peur.

Nous étions quelques-uns d'abord, puis des dizaines, puis des centaines, et aujourd'hui, nous sommes plus de 7 000 à être devenus *hébergeurs*. Nous avons fait le choix d'ouvrir nos portes pour accueillir plutôt qu'enfermer, pour écouter plutôt qu'intimider, pour comprendre plutôt que craindre.

Cet accueil a permis des rencontres et une prise de conscience autour d'une toute nouvelle réalité : la découverte de l'autre en danger, celle de la *peur pour nous* qui se transforme en *peur pour eux*. Sont apparus autrement l'existence et le fonctionnement des centres fermés, le système de Dublin, l'hypocrisie des discours, les espaces d'absence de droits et de lois qui protègent les uns et abandonnent les autres, les conséquences désastreuses d'une politique migratoire ferme, inhumaine et inefficace.

Nous sommes ainsi devenus des petits experts en migration et droit d'asile, des citoyens du monde qui prenons une part active dans la construction d'un avenir plus juste, selon les valeurs d'humanité que l'Europe elle-même nous a enseignées.

L'hébergement citoyen s'est structuré en réseau et, face à l'absence de prise en charge par l'État, nous avons été rejoints par les avocats, les médecins, les psychologues, les infirmiers, les professeurs, les éducateurs, les communicateurs, les écrivains, les photographes, les organisateurs, les collecteurs, les coiffeurs, les artistes, les assistants sociaux, les informaticiens, etc., et nous formons aujourd'hui un réseau de plus de 40 000 citoyens bénévoles, à l'œuvre de sauver des vies et de contribuer à construire une société plus riche, mieux informée, plus ouverte, plus inclusive. Nous sommes de plus en plus nombreux à rejoindre cette idée, ce mouvement de résistance, cette nouvelle prise de conscience.

Le discours politique de la peur et de l'intolérance est abordé dans une toute nouvelle perspective par tous ceux qui ont appris à *rencontrer* l'autre, celui auquel ce discours tente de nous opposer. Celle-ci nous amène à poser des actes solidaires, à vouloir connaître la réalité, ses vrais enjeux, et à faire connaitre les solutions pratiques qu'apportent concrètement, chaque jour, des citoyens, munis de leur bonne volonté et de tout petits moyens.

Nos dirigeants essaient de conditionner la liberté des uns aux peurs des autres. Ils nous parlent d'invasion, de terrorisme, de transmigrants, clandestins, illégaux, de menace pour notre sécurité sociale, notre confort, nos valeurs… Ce discours politique est à transformer en visages humains.

On pense alors, par exemple, à Adam, seize ans, qui a risqué la mort au Soudan, en Libye et ensuite en Méditerranée pour sauver sa vie. À Zouber et aux traces de torture encore visibles en son corps et en son regard. À Binyam qui met trois cuillères de sucre dans son café. À Moubarak qui rêve de terminer ses études de médecine. À Michael qui s'est fait tabasser une énième fois par la police au réveil. À Salam qui joue à la Playstation avec mon petit garçon. À Dedjen qui est mort écrasé par un camion sur une autoroute belge...

Au fil des rencontres, cette révolte face à l'injustice devient beaucoup plus importante que le message clivant du repli sur soi. Occupés à gérer l'urgence, à trouver des solutions pratiques pour protéger ces personnes qui nous sont devenues proches, nous ne sommes pas seuls à prendre conscience que la question migratoire est instrumentalisée pour des objectifs politiques beaucoup plus larges et que la rencontre et l'accueil portent la capacité de changer le cours de l'histoire.

Plutôt que de sortir la tête du sable et d'entendre les propositions de solutions concrètes et viables inventées par des citoyens engagés, le gouvernement belge a décidé de réitérer le coup de la peur. Après avoir fait un pas de côté devant une mobilisation sans précédent, portée par ces citoyens s'opposant à un projet de loi sur les visites au domicile visant l'arrestation de personnes en séjour illégal directement chez les hébergeurs, il y a quelques semaines à peine, quatre femmes belges ont fait l'objet de perquisitions, un dimanche à 5 heures du matin, menées par des dizaines de policiers : les portes des habitations ont été fracturées, les hébergeuses mises à terre et menottées avec leurs invités. On leur a dit qu'elles avaient perdu leur liberté et leurs droits. Après vingt-quatre heures d'enfermement, un juge leur a pourtant confirmé que rien de sérieux ne leur était reproché. Quel était le but de cette opération, sinon celui d'inspirer la peur ?

Malgré notre mobilisation, notre voix, notre force, nos propositions concrètes et pleines d'humanité, chaque jour qui passe ainsi est un jour de trop : chaque mort en mer et sur nos autoroutes, chaque blessé par le froid, chaque violence policière dans les rues, chaque détenu dans les centres fermés, chaque intimidation, chaque découragé par une route infinie, c'est un de trop dans l'histoire du monde et celle de chacun de nous.

La solidarité est désormais criminalisée, parce que le gouvernement de la peur se rend compte qu'elle seule est capable de changer le cours de l'histoire.

Nous sommes là, même si nous avons peur. Nous sommes là et nous sommes de plus en plus nombreux à ne pas accepter cette peur comme avenir. Nous sommes là pour sauver des êtres humains, devenus boucs émissaires de notre histoire, mais aussi pour sauver notre propre dignité. Et nous sommes conscients que dans l'histoire du monde, beaucoup ont eu peur, mais cela n'a jamais empêché le vent de souffler dans la bonne direction. Finalement si nous avons de moins en moins peur, c'est que nous sommes de plus en plus nombreux à partager cette conscience, seule capable de faire avancer le monde.

Nous sommes nés dans la paix et la liberté et connaissions donc la légèreté de n'avoir rien à faire pour les défendre. Nous vivons des périodes moins pénibles que celles que nos grands-parents et arrière-grands-parents se sont battus pour nous offrir, mais nous vivons dans un monde moins dangereux aujourd'hui que demain.

Nous, qui avons croisé presque par hasard les victimes de la précarité et des politiques inhumaines de notre siècle, n'oublierons pas les responsables de cette souffrance atroce, l'origine de cette révolte qui nous serre beaucoup trop souvent la gorge, ceux qui ont choisi la voie de la répression et d'une violence que nous pensions ne plus jamais voir apparaître dans notre histoire.

Le monde de demain dépend de notre capacité à ne pas avoir peur, à défendre des droits et des libertés qui nous ont été accordés avant même notre naissance. La force et le courage, nous allons les retrouver dans nos convictions. En Belgique, des citoyens hébergent des réfugiés. Contre le racisme institutionnel, les arrestations arbitraires, les violences policières, la criminalisation des solidarités.

Je m'arrête là, parce qu'il est temps, pour moi, d'aller découvrir l'autre, combattre la peur et lutter contre l'intolérance de ces jours que nous vivons. Merci à tous.

Texte de l'intervention prononcée lors du Forum européen Zadig en Belgique « Les discours qui tuent », Bruxelles, 1er décembre 2018. Consulter le blog Zadig en Belgique ici.

Adriana Costa Santos, 24 ans, est co-présidente avec Mehdi Kassou, de la Plateforme citoyenne de soutien aux Réfugiés (BXLRefugees) et, après des études à Lisbonne et à Bologne, suit parallèlement un master en anthropologie à l'université libre de Bruxelles (ULB).

Forum européen de Milan « Amour et haine pour l'Europe »

par Marco Focchi

Le Forum européen de Milan « Amour et haine pour l'Europe », qui vous accueille le samedi 16 février 2019, est le 3e d'une série italienne initiée à Turin sur le thème « Désirs décidés de démocratie en Europe » et poursuivie à Rome sur « L'étranger ». Il aborde une question de grande pertinence politique et d'un intérêt fondamental pour la psychanalyse. Des psychanalystes venus de toute l'Europe dialogueront avec des philosophes, des politologues, des économistes et des juristes sur le destin de l'Europe et sur les passions qui peuvent la soutenir ou l'engloutir.

Nous ne pouvons pas dire que les passions ont manqué en Europe, depuis l'époque de la Guerre de Trente Ans jusqu'à la chute d'Hitler, mais ce furent plutôt des passions destructives, à part la brève parenthèse de *La Belle Epoque*, que nous conte Stefan Zweig. Une union fondée seulement sur la monnaie a plutôt pour fonction de stériliser ces passions, de les épancher et de les rejeter dans le passé.

Sans la fonction de l'idéal, qui canalise les sentiments ambivalents en mettant à profit l'amour et en économisant la haine comme énergie de transformation, les passions débordent, se déchaînent de façon incontrôlée, créent des courants alternatifs, des frictions, des conflits, des rencontres désirées, mais en même temps détestées. La psychanalyse nous a fait connaître le phénomène que Freud appelait ambivalence, que Lacan a appelé *hainamoration*, amour et haine inextricablement confondus dans la même coulée de lave des sentiments. […]

La haine et l'amour se manifestent sans barrière et de telle sorte que se développent des peurs disproportionnées à côté d'espoirs ahurissants, chargés inévitablement de désillusions. L'Europe sécuritaire, populiste, traversée de murs réels ou imaginaires, que nous découvrons aujourd'hui, est la fille de ces peurs et de ces désillusions, qui se transforment inévitablement en colère. Nous savons ce que dit Lacan de la colère : c'est le corrélat du sentiment d'impuissance, *quand les petites chevilles n'entrent pas dans les petits* trous (1).

L'Europe d'aujourd'hui est un puzzle de chevilles qui ne se combinent pas entre elles. Nous pouvons l'aimer ou la haïr, mais nous ne pouvons cesser de la construire, et avec elle, donner vie à un espace où, avec l'aide de la psychanalyse, le désir ne se transforme pas en une passion éteinte.

1 : « la colère n'est pas autre chose que ceci — le réel qui arrive au moment où nous avons fait une fort belle trame symbolique, où tout va fort bien, l'ordre, la loi, notre mérite et notre bon vouloir. On s'aperçoit tout d'un coup que les chevilles ne rentrent pas dans les petits trous. » (Lacan J., *Le Séminaire*, livre VI, *Le désir et son interprétation*, Paris, La Martinière /Le Champ freudien, p. 172.

Présentation, argument, premiers textes à lire ici

Inscrivez-vous ! ici

Lacan Quotidien, « La parrhesia en acte », est une production de Navarin éditeur
1, avenue de l'Observatoire, Paris 6e – Siège : 1, rue Huysmans, Paris 6e – navarinediteur@gmail.com

Directrice, éditrice responsable : Eve Miller-Rose (eve.navarin@gmail.com).
Rédactrice en chef : Virginie Leblanc avec Pénélope Fay (virginie.leblanc@gmail.com , faypenelope@gmail.com).
Éditorialistes : Christiane Alberti, Pierre-Gilles Guéguen, Anaëlle Lebovits-Quenehen.
Maquettiste : Luc Garcia.
Relectures : Anne-Charlotte Gauthier, Sylvie Goumet, Pascale Simonet.
Électronicien : Nicolas Rose.
Secrétariat : Nathalie Marchaison.
Secrétaire générale : Carole Dewambrechies-La Sagna.
Comité exécutif : Jacques-Alain Miller, président ; Virginie Leblanc ; Eve Miller-Rose.

pour acceder au site LacanQuotidien.fr CLIQUEZ ICI